

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1977 Nr. 126

A. TITEL

*Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Mali betreffende samenwerking bij het onderzoek op het gebied van de plantaardige produktie in de Sahel;
Bamako, 31 mei 1977*

B. TEKST

Convention relative à la coopération en matière de recherche sur la production végétale au Sahel entre le Royaume des Pays-Bas et la République du Mali

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République du Mali (dénommés ci-après „les Parties contractantes”)

Désireux de renforcer les liens d'amitié qui unissent leurs peuples et d'étendre en général les bonnes relations entre leurs pays,

Désireux de coopérer dans le cadre d'un projet de recherche sur la production végétale dans le Sahel,

Sont convenus de ce qui suit:

Article I

1. Les parties contractantes s'engagent de coopérer dans le cadre d'un projet de recherche sur la production végétale dans le Sahel conformément au Plan d'action mentionné dans l'article VII de la présente convention.

2. Les buts généraux de ce projet sont:

a – Améliorer les connaissances du rendement végétal des pâturages sahéliens aux différentes intensités de broutages;

b – Etudier des possibilités pour augmenter ce rendement entre autres par l'utilisation des légumineuses, de l'azote et des minéraux et par un changement de la pression animale;

c – Etudier la production potentielle de quelques cultures fourragères importantes sous régime d'irrigation;

d – Traiter cette connaissance en vue de son exploitation selon des situations diverses de broutages avec l'aide des modèles de simulation et d'autres manières;

e – Former des cadres maliens afin que la recherche scientifique puisse être poursuivie à la fin du projet et contribuer à la formation des étudiants du Centre pédagogique Supérieur de Bamako.

3. La durée du projet est prévue dans une 1ère phase pour 4 années.

Article II

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas s'engage:

- à fournir les moyens humains et matériels nécessaires à l'exécution des tâches prévues dans ce projet;
- à fournir des bourses à des cadres maliens aux Pays-Bas;
- à fournir le matériel, ainsi que des voitures y compris leurs frais de transport, d'assurance, d'entretien et d'utilisation nécessaires à l'exécution de ce projet;
- à payer les salaires et les frais d'un certain nombre de collaborateurs maliens;
- à mettre à la disposition du projet des laboratoires et des bureaux à Wageningen, aux Pays-Bas.

La valeur de la contribution néerlandaise sera de 5,5 Millions de florins Hollandais et sera décrite en détail dans le plan d'Action, mentionné dans l'Article VII. Toutefois cette contribution pourrait être réajustée en fonction d'inflations.

Article III

Le Gouvernement de la République du Mali s'engage:

- à rendre disponible le personnel nécessaire à l'exécution des tâches prévues dans ce projet;
- à mettre à la disposition du projet l'infrastructure suivante
 - à la station d'élevage et de Recherche Zootechniques du Sahel à Niono: bureau, laboratoires, terrains d'expérience et station météorologique
 - au Centre National de Recherche Zootechnique de Sotuba: bureau, laboratoires, terrains d'expérience;

- Les logements à Bamako comme à Niono seront fournis à titre onéreux.

Article IV

Dans le cadre de ce projet, le Gouvernement de la République du Mali,

a - exonérera toutes les rémunérations versées par le Gouvernement néerlandais au personnel néerlandais des droits d'importation et de douane sur les meubles et objets personnels ainsi que sur l'équipement professionnel, conformément à la législation en vigueur au Mali.

b - accordera le bénéfice de l'importation temporaire au personnel néerlandais pour les véhicules automobiles lors de leur prise de service au Mali ou dans les six mois après leur installation, conformément à la législation en vigueur au Mali. Toutefois si la durée du projet l'exige le Gouvernement du Mali pourra par dérogation, accorder une prolongation de l'immatriculation temporaire.

c - prendra toutes les mesures nécessaires en vue de faciliter l'entrée et la sortie du personnel néerlandais au Mali.

d - exemptera le personnel néerlandais ou les membres de leur famille des obligations de service national.

e - accordera au personnel néerlandais pour toutes rémunérations versées par les autorités néerlandaises, les facilités de change les plus favorables, notamment des comptes externes.

f - offrira au personnel néerlandais et à leurs familles au Mali, des facilités de rapatriement en période de crises nationales ou internationales.

g - accordera son plein appui au personnel néerlandais dans l'exécution de sa tâche.

h - accordera au personnel néerlandais l'immunité de juridiction pour les actes accomplis, uniquement en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits). Toutefois dans le cadre du présent article, le personnel néerlandais et les membres de leur famille sont tenus de respecter les institutions maliennes, les lois et règlements en vigueur au Mali.

Article V

En cas d'accident de travail entraînant la mort d'un tiers ou des dommages à des biens d'un tiers, le Gouvernement malien fournira l'assistance administrative et judiciaire requise pour parvenir à une solution heureuse du problème conformément à la législation en vigueur en République du Mali.

Article VI

1 - L'Autorité compétente néerlandaise étant le Ministre de la Coopération au Développement désignera comme l'autorité exécutive néerlandaise chargée du projet la direction de l'Assistance technique Internationale du Ministère des Affaires Etrangères.

En ce qui concerne les activités journalières et dans le cadre du projet, l'Autorité exécutive, néerlandaise sera représentée au Mali par le Chef d'Equipe désigné parmi les Conseillers néerlandais.

2 - L'Autorité Compétente malienne, étant le Ministre chargé du Développement Rural désignera l'Institut d'Economie Rural comme l'Autorité exécutive du Mali chargée de la réalisation du projet.

Article VII

1 - Les Autorités compétentes des deux parties établiront un plan d'action indiquant en détail la contribution de chaque partie, le nombre et les tâches des Conseillers, la description de leur travail, la durée de leur détachement et la description de l'équipement et du matériel devant être disponible. Le plan d'Action comprendra un budget détaillé de la contribution de chaque partie, un programme de priorité des activités, un calendrier des activités et des listes de l'équipement et du matériel devant être fourni par chaque partie.

2 - Le plan d'Action peut être modifié d'un commun accord entre les Autorités exécutives.

Article VIII

Le Gouvernement de la République du Mali accordera le bénéfice d'importation et ré-exportation en suspension des droits et taxes et toutes autres taxes d'effet équivalents sur l'équipement y compris les véhicules à moteurs, destinés au projet et fournis par le Gouvernement néerlandais.

Article IX

Tous les équipements et matériels fournis par le Gouvernement néerlandais dans le cadre du projet demeureront la propriété du Gouvernement néerlandais pendant la durée du projet et seront transférés au Gouvernement de la République du Mali à la fin dudit projet.

Article X

Le Chef d'équipe néerlandais et son homologue malien soumettront aux deux Autorités exécutives un rapport trimestriel en langue française sur l'avancement des travaux dans le cadre du projet. A

la fin du projet, ils soumettront à toutes les parties concernées un rapport final en langue française sur tous les aspects des travaux effectués dans le cadre du projet.

Article XI

Deux ans après le démarrage du projet les parties contractantes procéderont à l'évaluation des travaux du projet. Dans ce cadre une attention particulière sera prêtée à la connaissance obtenue au Mali et à la diffusion de cette expérience dans les autres pays sahéliens.

Article XII

Tout différend au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sera réglé par voie diplomatique.

Article XIII

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, la présente convention ne s'appliquera qu'au Royaume en Europe.

Article XIV

1 – La présente Convention entrera en vigueur à la date à laquelle les deux Gouvernements se notifieront par écrit qu'il a été satisfait aux procédures requises par les Constitutions des deux pays avec effet rétroactif à partir du 1er Avril 1976.

2 – La présente Convention demeurera en vigueur pour une période de quatre ans. Elle sera prorogée par tacite reconduction pour une période d'un an, à moins de dénonciation trois mois avant la fin de la période de quatre ans.

3 – Chaque Gouvernement aura le droit de dénoncer la Convention à tout moment, avec un préavis de trois mois.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Bamako le 31 mai 1977 en deux exemplaires en langue Française.

*Pour le Gouvernement du
Royaume des Pays-Bas*

(s.) E. E. S. DE JONGH

*Pour le Gouvernement de la
République du Mali*

(s.) Ch. S. SISSIKO

C. VERTALING**Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Mali betreffende samenwerking bij het onderzoek op het gebied van de plantaardige produktie in de Sahel**

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en

De Regering van de Republiek Mali

(hierna te noemen „de Overeenkomstsluitende Partijen”),

Verlangende de vriendschapsbanden die hun volken verenigen aan te halen en in het algemeen de goede betrekkingen tussen hun landen uit te breiden;

Verlangend samen te werken in het kader van een project betreffende onderzoek op het gebied van de plantaardige produktie in de Sahel,

Zijn als volgt overeengekomen:

Artikel I

1. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe samen te werken in het kader van een project betreffende onderzoek op het gebied van de plantaardige produktie in de Sahel, overeenkomstig het in artikel VII van deze Overeenkomst vermelde Werkplan.

2. De algemene doelstellingen van dit project zijn:

a – de kennis te verbeteren van de plantaardige opbrengst van de weidegebieden in de Sahel bij verschillende intensiteit van beweiding;

b – de mogelijkheden te bestuderen tot verhoging van deze opbrengst onder andere door het gebruik van vlinderbloemigen, stikstof en mineralen en door wijzigen van de begrazingsdruk;

c – een onderzoek in te stellen naar de mogelijke produktie van enkele belangrijke voedergewassen bij irrigatie;

d – deze kennis uit te werken met het oog op de toepassing ervan in verschillende situaties van beweiding met behulp van simulatiemodellen en op andere wijzen;

e – Malinese stafleden op te leiden met het doel het wetenschappelijk onderzoek aan het einde van het project te kunnen voortzetten en bij te dragen aan de opleiding van studenten aan het „Centre Pédagogique Supérieur” in Bamako.

3. De duur van het project is voorshands bepaald op vier jaar.

Artikel II

De Nederlandse Regering verbindt zich ertoe:

- de mankracht en materialen beschikbaar te stellen nodig voor de uitvoering van de taken bedoeld in het project;
- beurzen te verstrekken aan Malinese stafleden in Nederland;
- het voor de uitvoering van dit project benodigde materiaal alsmede voertuigen te verschaffen en de hiermee verband houdende kosten van vervoer, verzekering, onderhoud en gebruik voor haar rekening te nemen;
- de salarissen en kosten van een bepaald aantal Malinese medewerkers te betalen;
- laboratoria en kantoren in Wageningen, Nederland, ten behoeve van het project beschikbaar te stellen.

De waarde van de Nederlandse bijdrage beloopt 5,5 miljoen gulden en zal worden gespecificeerd in het Werkplan vermeld in artikel VII. Deze bijdrage kan evenwel op grond van inflatie worden aangepast.

Artikel III

De Regering van de Republiek Mali verbindt zich ertoe:

- het benodigde personeel beschikbaar te stellen voor de uitvoering van de taken bedoeld in dit project;
- ten behoeve van dit project de volgende infrastructuur beschikbaar te stellen:
 - in het Centrum voor Veeteelt en Zoötechnisch onderzoek van de Sahel te Niono: kantoorruimte, laboratoria, proefterreinen en weerstation;
 - in het Nationale Centrum voor Zoötechnisch Onderzoek te Sotuba: kantoorruimte, laboratoria, proefterreinen.
- Zowel in Bamako als in Niono wordt huisvesting tegen betaling ter beschikking gesteld.

Artikel IV

In het kader van dit project zal de Regering van de Republiek Mali:

a – alle vergoedingen die door de Nederlandse Regering aan het Nederlandse personeel worden betaald, vrijstellen van invoer- en douanerechten op huisraad en persoonlijke bezittingen alsmede op de beroepsuitrusting, overeenkomstig de in Mali van kracht zijnde wetgeving;

b – het Nederlandse personeel een tijdelijke invoervergunning verlenen voor de motorvoertuigen bij hun indiensttreding in Mali of binnen zes maanden na hun vestiging, overeenkomstig de in Mali van kracht zijnde wetgeving. Indien de duur van het project zulks eist, kan de Regering van Mali evenwel bij wijze van uitzondering een verlenging van deze tijdelijke registratie toestaan;

c – alle nodige maatregelen nemen om de binnenkomst van het Nederlandse personeel in Mali en zijn vertrek uit Mali te vergemakkelijken;

d – de Nederlandse personeelsleden of hun gezinsleden vrijstellen van nationale dienstplicht;

e – het Nederlandse personeel voor alle door de Nederlandse autoriteiten betaalde vergoedingen de gunstigste voorwaarden verlenen voor het wisselen van geld, te weten rekeningen voor niet-ingezeten;

f – het Nederlandse personeel en de gezinnen daarvan in Mali repatriëeringsfaciliteiten bieden in tijden van nationale en internationale crises;

g – het Nederlandse personeel volledig steunen bij de uitvoering van zijn taak;

h – de Nederlandse personeelsleden immuniteit van jurisdictie verlenen voor de handelingen die zij uitsluitend in hun officiële hoedanigheden verrichten (met inbegrip van het gesproken of geschreven woord). In het kader van dit artikel zijn de Nederlandse personeelsleden en hun gezinsleden echter verplicht de Malinese instellingen alsmede de in Mali van kracht zijnde wetten en reglementen te eerbiedigen.

Artikel V

Bij een arbeidsongeval dat de dood van derden of schade aan goederen van derden ten gevolge heeft, verleent de Regering van Mali de administratieve en juridische bijstand nodig voor een bevredigende regeling van de problemen overeenkomstig de in de Republiek Mali van kracht zijnde wetgeving.

Artikel VI

1. De Nederlandse bevoegde autoriteit, de Minister voor Ontwikkelingssamenwerking, wijst de Directie Internationale Technische Hulp van het Ministerie van Buitenlandse Zaken aan als de Nederlandse uitvoerende autoriteit belast met het project.

Wat de dagelijkse werkzaamheden in het kader van het project betreft, wordt de Nederlandse uitvoerende autoriteit in Mali vertegenwoordigd door de teamleider die wordt aangewezen uit de Nederlandse adviseurs.

2. De Malinese bevoegde autoriteit, de Minister voor Plattelandsontwikkeling, wijst het Instituut voor Plattelandshuishoudkunde aan als uitvoerende autoriteit van Mali belast met de uitvoering van het project.

Artikel VII

1. De bevoegde autoriteiten van beide Partijen stellen een Werkplan op waarin nauwkeurig zijn aangegeven de bijdrage van iedere Partij, het aantal adviseurs en hun taken, een omschrijving van hun werkzaamheden, de duur van hun uitzending en een omschrijving van de uitrusting en de materialen die beschikbaar moeten worden gesteld. Het Werkplan omvat een uitvoerige begroting van de bijdrage van iedere Partij, een prioriteitenprogramma, een tijdschema en lijsten met de uitrusting en de materialen die door iedere Partij beschikbaar moeten worden gesteld.

2. Het Werkplan kan worden gewijzigd in overleg tussen de uitvoerende autoriteiten.

Artikel VIII

De Regering van de Republiek Mali verleent voor de invoer en bij eventuele wederuitvoer vrijstelling van rechten en belastingen en alle soortgelijke heffingen op de door de Nederlandse Regering ten behoeve van het project beschikbaar gestelde uitrusting, met inbegrip van de motorvoertuigen.

Artikel IX

De gehele uitrusting en alle materialen die beschikbaar worden gesteld door de Nederlandse Regering in het kader van het project blijven voor de duur van het project het eigendom van de Nederlandse Regering en worden aan het einde van het project overgedragen aan de Regering van de Republiek Mali.

Artikel X

De teamleider en zijn Malinese counterpart leggen ieder kwartaal aan beide uitvoerende autoriteiten een in het Frans gesteld verslag voor over de voortgang van de werkzaamheden in het kader van het project.

Aan het einde van het project leggen zij aan alle betrokken partijen een in het Frans gesteld eindverslag voor over alle aspecten van de werkzaamheden die zijn uitgevoerd in het kader van het project.

Artikel XI

Twee jaar na het begin van het project wordt door de Overeenkomstsluitende Partijen een evaluatie gemaakt van de werkzaamheden van het project. Hierbij zal bijzondere aandacht worden besteed aan de in Mali verworven kennis en aan de verspreiding van deze ervaring in de andere Sahellanden.

Artikel XII

Ieder geschil met betrekking tot de uitlegging of de uitvoering van deze Overeenkomst wordt langs diplomatieke weg geregeld.

Artikel XIII

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, is deze Overeenkomst slechts van toepassing op het Rijk in Europa.

Artikel XIV

1. Deze Overeenkomst treedt met terugwerkende kracht vanaf 1 april 1976, in werking op de datum waarop beide regeringen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat aan de constitutioneel vereiste procedures van beide landen is voldaan.

2. Deze Overeenkomst blijft van kracht voor een periode van vier jaar en wordt stilzwijgend verlengd met een periode van één jaar, tenzij de Overeenkomst drie maanden voor het einde van de periode van vier jaar is opgezegd.

3. Iedere Regering heeft het recht de Overeenkomst te allen tijde op te zeggen met een opzeggingstermijn van drie maanden.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Bamako op 31 mei 1977 in twee exemplaren in de Franse taal.

*Voor de Regering van het
Koninkrijk der Nederlanden*
(w.g.) E. E. S. DE JONGH

*Voor de Regering van de
Republiek Mali*
(w.g.) Ch. S. SISSIKO

D. PARLEMENT

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens in werking te kunnen treden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel XIV, eerste lid, in werking treden op de datum waarop de beide Regeringen elkaar schriftelijk ervan in kennis hebben gesteld dat aan de constitutioneel vereiste procedures van beide landen is voldaan, en wel met terugwerkende kracht vanaf 1 april 1976.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst ingevolge artikel XIII slechts voor Nederland gelden.

Uitgegeven de vierentwintigste augustus 1977.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
M. VAN DER STOEL.